

# La Malaisie aux prises avec le *middle-income trap* ?

## 2003-2013 : incertitude du présent et crispations politiques

Elsa Lafaye de Micheaux, Université Rennes 2

### Introduction

Le développement économique social et politique malaisien a connu au cours de la dernière décennie des évolutions à la fois marquées et inabouties : la période 2003-2013 mérite d'être étudiée pour elle-même, dans ses tensions, ses contradictions, sa position incertaine d'entre-deux. En plaçant l'accent sur l'après-2003, on périodise la trajectoire malaisienne plus indirectement par rapport à la crise asiatique (1997-1998), qui a pourtant fortement touché l'ensemble de la région, et à la crise Internet ou crise de l'électronique (2000-2001), qui a frappé au cœur la première industrie du pays en termes de valeur ajoutée, d'emplois et des exportations. On fait plutôt le choix de mettre en valeur la dimension politique de l'émergence de la Malaisie et de fonder sur la chronologie du pouvoir le découpage historique pertinent. En effet, 2003 marque le début d'un après-Mahathir avec l'arrivée au pouvoir, suite à son départ volontaire, d'Abdullah Ahmad Badawi, un ancien ministre de Affaires étrangères (1991-1999), vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur après la destitution de l'ancien vice-Premier ministre Anwar Ibrahim en 1998. On montrera que cet héritage pèse lourd et que les contradictions, contenues jusque là dans le procès du développement national, sont venues depuis enserrer plus étroitement le présent jusqu'à remettre en cause à la fois la trajectoire économique qui se trouve dans un entre-deux difficile (parfois désignée par le terme de *middle-income trap*) et la remarquable continuité politique du pays (aux élections générales de mai 2013, remportées de justesse par la coalition gouvernementale).

---

· Elsa Lafaye de Micheaux est maître de conférences en sciences économiques à l'Université Rennes 2. Elle est également chercheur associé au Centre Asie du Sud-Est (UMR 8171 ; EHESS-CNRS). Elle est notamment responsable du projet de recherche interdisciplinaire « L'ASEAN au prisme de l'UE : effets internes et externes de l'intégration régionale asiatique » (Université Rennes 2 – MSH-B) qui associe des chercheurs français et asiatiques (Malaisie, Vietnam, Chine).

## 2003-2013 : prendre la mesure de l'héritage macroéconomique controversé de Mahathir Mohamad

Quand Mahathir, artisan populiste et autoritaire du miracle malaisien qu'il a promu haut et fort, cède la place, son tableau semble au premier regard très bon. Il a en effet largement conduit la croissance économique à travers les grandes politiques industrielles substitutives des importations, dont la création d'une automobile nationale en 1983, la Proton, protégée encore aujourd'hui par des taxes et des licences d'importation très élevées. Cette voiture a rapidement dominé le marché malaisien de l'automobile avec un pic de 75 % du marché national atteint en 1993 : ses ventes cumulées depuis 1985 s'élèvent à plus de 3,5 millions de véhicules<sup>1</sup>. Ensuite, il a opéré la conversion de la stratégie nationale au modèle japonais (dit de *Look East Policy*) inscrivant la plate-forme de production Malaisie dans la réorganisation productive régionale du Japon. Il a également articulé l'extraordinaire essor de l'électronique comme secteur économique national – la Malaisie étant devenue le premier producteur mondial de semi-conducteurs au début de la décennie 1990 – et l'électronique comme infrastructure d'avenir avec, en 1996, la création du *Multimedia Super Corridor*. Pensé comme une réplique de la *Silicon Valley* californienne, le MSC, contenait à l'origine une ville *high-tech* (Cyberjaya) couplée à un parc scientifique dédié à l'industrie de l'électronique et de l'Internet<sup>2</sup>. Vingt ans plus tard, plus de 1 200 entreprises multinationales y opèrent sous statut fiscal spécial. Du MSC sera également issue la nouvelle capitale administrative Putrajaya (1999) ; et les Malaisiens font partie des populations d'Asie du Sud-Est les plus connectées. Mais le MSC marque surtout « l'apothéose » du rôle directeur de l'État malaisien dans l'orientation technologique du pays à travers ses politiques industrielles (Felker, 2007, p. 145).

Mahathir fut le concepteur en 1991 de *Wawasan 2020* (Vision 2020), destinant le pays à devenir d'ici 2020 un pays pleinement développé. Depuis l'ère Mahathir, « géant politique national » selon Bridget Welsh (Chin et Welsh, 2013, pp. 22-23), la Malaisie est entre autres devenue le royaume des mots d'ordre charismatiques destinés à soutenir l'effort collectif par une propagande moderniste : de *Wawasan 2020* (exposée dans *Malaysia, the Way Forward* [1991] archivé sur le site du Premier ministre ; <http://www.pmo.gov.my/?menu=page&page=1898>) à *Malaysia Boleh*, stimulant tous les records, la liste est longue. Najib Razak, le Premier ministre actuel, peine néanmoins à convaincre avec son *Satu Malaysia* (*One Malaysia / 1Malaysia*) prônant une Malaisie pluriethnique

---

<sup>1</sup> Mais la naissance de sa concurrente, Perodua, a réduit progressivement ses parts de marché ; elle la dépasse dans les ventes depuis 2006. En vertu de la *National Automotive Policy* (2006), les importations de voitures sont taxées à au moins 30 %, à quoi s'ajoutent des droits d'accise de 65 à 105 % et des taxes de vente de 10 %. Les constructeurs nationaux (Proton et Perodua, marque née en 1993) bénéficiant d'exemptions substantielles de ces taxes nationales, ensemble ils représentent environ 55 % du marché local en 2013.

<sup>2</sup> Cette expérience technologico-urbanistique est décrite et analysée par Bunnell, 2006.

unie dans le même temps qu'il laisse monter l'extrême droite nationaliste pro-malaise, *Perkasa*, et soutient le communautarisme malais, en particulier à travers la prolongation d'une *New Economic Policy* ou NEP (politique publique multisectorielle de « discrimination positive » à grande échelle lancée en 1971) largement décriée.

Mais Mahathir est aussi le Premier ministre autoritaire qui a tenu d'une main de fer le pays durant vingt-deux ans<sup>3</sup> et l'auteur de sorties nationalistes anti-occidentales et antisémites fameuses, tenant, avec Lee Kuan Yew (ancien dirigeant singapourien) à la veille de la crise financière de 1997, le discours des « valeurs asiatiques » (qui exonère les pays d'Asie des exigences en termes de démocratie et de droits de l'Homme dont l'universalité est refusée ; Domenach, 1997). Il est par ailleurs responsable de la politisation de l'islam qui marque profondément la société malaisienne à partir des années 1980 et qu'il accompagnera de la promotion économique des secteurs de la finance islamique et de l'agroalimentaire *halal* (cf. Norani Othman, David Delfolie)<sup>4</sup>. Il organisera enfin, suite à la récession de 1986, les vagues de privatisations qui se doublent, comme ailleurs, d'un essor massif de la corruption. Celle-ci a fait l'objet de nombreuses études publiées par des universitaires de renom ; à partir de la crise de 1997, des médias indépendants hébergés sur Internet et des blogs vont décrire et populariser ces affaires et exprimer une défiance croissante à l'égard du pouvoir, en particulier de l'*UMNO* (parti nationaliste malais dont sont issus tous les Premiers ministres du pays depuis l'Indépendance), de la presse officielle, mais aussi de la presse autorisée (dont les journalistes sont toujours soumis à des interdits très forts).

Le successeur de Mahathir, ancien ministre des Affaires étrangères et diplomate, est un homme beaucoup plus calme, voire indolent, surnommé affectueusement Pak Lah dans les journaux. Il annonce au début de son mandat des réformes attendues dans les domaines de la lutte contre la corruption, de l'efficacité accrue des services publics pour le bien-être des populations et des libertés civiles et politiques. Alors que ces annonces le rendent très populaire et valent à l'*Umno* sa plus large victoire électorale aux élections générales de 2004, sa période au pouvoir se termine dans une semi-défaite politique<sup>5</sup>. Malgré l'apparente reprise de l'économie, les « années

---

<sup>3</sup> Rappelons le simple fait qu'en 2003, quand il cède le pouvoir, la Malaisie se trouve avoir été gouvernée par le seul Mahathir sur quasiment la moitié de son histoire de nation indépendante (Chin et Welsh, 2013).

<sup>4</sup> Sur ce dernier point, l'organisation activiste *Sisters In Islam* souligne l'écart entre un islam très libéral quand il s'agit d'intégrer les dernières innovations financières et commerciales et très conservateur quand il s'agit des mœurs, en particulier de la condition des femmes.

<sup>5</sup> La coalition gouvernementale du *Barisan Nasional*, dominée par l'*UMNO*, juge sa victoire à la capacité de détenir la majorité qualifiée, soient deux tiers des sièges de la chambre basse du Parlement. En 2004, le BN avait remporté 198 circonscriptions sur 219, soient 90 % des sièges. La « défaite » de 2008 s'est traduite, outre la victoire de l'opposition aux élections locales dans quatre États, dont celui de Penang, par la perte de cette majorité qualifiée, le BN ayant obtenu 63 % des sièges. Moins d'un an après ce mauvais résultat, Badawi fut contraint de démissionner au profit de Najib Razak, fils de Tun Abdul Razak, l'un des pères de l'Indépendance du pays et deuxième Premier ministre de son histoire (1970-1976) ; il mit notamment en place la NEP.

Badawi » (2003-2009) furent en effet obérées par un héritage macroéconomique trop lourd. En effet, la conjoncture est d'abord sérieusement plombée par les deux crises successives de 1997-1998 et 2001 ; sous les dehors d'une résilience remarquable, la Malaisie est sortie de la crise par l'action gouvernementale, notamment par un soutien massif aux investissements. L'endettement de l'État, jusqu'à récemment perçu comme soutenable, devient, au début des années 2010, un fardeau financier – d'autant plus inquiétant pour l'opinion publique que la crise des dettes souveraines en Europe joue le rôle de leçon d'économie politique monétariste – et le témoin de la gabegie, notamment sous les traits du népotisme et du *cronyism*, qui marque le capitalisme malaisien<sup>6</sup> tandis que les inégalités de revenu recommencent à s'accroître.

Mais le travail politique qui attend Badawi, qu'il axe sur la lutte contre la corruption et la réforme de l'État, est considérable : le seul mandat qu'il lui sera donné de faire ne lui permettra pas de mener à bien les changements et réformes nécessaires. Les années de son gouvernement sont aussi marquées par la mise en évidence de la croissance des inégalités intra-communautaires : les effets pervers de la politique ethniques en faveur des *Bumiputra* (Malais et aborigènes des États de Bornéo) sont apparus au grand jour<sup>7</sup>. Mais si son mandat se termine par un échec politique personnel, c'est sans doute d'abord parce que le contexte macroéconomique est en réalité bien moins favorable qu'il n'y paraît.

En effet, l'évaluation de la politique économique de Badawi doit être replacée dans le contexte de post-crise asiatique où plusieurs choix forts avaient été imposés politiquement par son prédécesseur<sup>8</sup> :

- 1/ l'ancrage (*peg*) du Ringgit (RM ou encore MYR) au dollar US (1USD pour 3,8RM) après la forte dépréciation du RM dans la crise financière ;
- 2/ le contrôle des capitaux de court terme ;
- 3/ la mise en place d'une agence (Danharta) pour liquider les entreprises durant la crise ;
- 4/ une politique budgétaire expansive pour relancer la croissance.

Or, quelques années plus tard, chacun de ces choix a commencé à peser lourdement, jusqu'à venir compromettre progressivement la régulation du capitalisme malaisien.

<sup>6</sup> Celui-ci apparaît de plus en plus dominé, dans la période récente, par les entreprises à participation publique majoritaire (désignées sous le terme de *Government Linked Companies*, GLCs).

<sup>7</sup> Le travail de référence sur les attentes déçues et les déconvenues de l'ère Badawi a été dirigé par J. Chin et B. Welsh dans un ouvrage très foisonnant collectant différents points de vue politiques et analyses sur ces années (*op. cit.*, 2013). Nous n'approfondirons donc pas ici l'analyse politique de son mandat.

<sup>8</sup> Pour une évaluation pertinente et approfondie de ce point, voir Chander R., 2013.

En effet, l'ancrage du Ringgit au dollar US à 3,8RM contre 1USD a été maintenu jusqu'en juillet 2005 (concomitant avec la fin du *peg* Yuan-USD) puis a laissé place à un flottement administré<sup>9</sup> : celui-ci a immédiatement donné lieu à une phase d'appréciation de la monnaie vis-à-vis du dollar US (3,1RM pour 1\$)<sup>10</sup>. L'ancrage au dollar US d'une monnaie fortement sous-évaluée a ainsi durablement inscrit les exportations de Malaisie dans une vitalité artificielle : ingrédient de la reprise d'une économie extravertie, ce *peg* avantageux s'est avéré avec le temps (il a été maintenu jusqu'en 2005) facteur de perte de compétitivité hors-prix et donc d'une prospérité illusoire. Après la nouvelle chute du cours en 2008, la monnaie malaisienne a retrouvé une valeur plus forte qu'au temps du *peg* : entre 2010 et 2013, elle oscille entre 3 et 3,2RM pour 1USD et se déprécie lentement par rapport au Yuan.

Les réserves de change n'ont pas été irrémédiablement ponctionnées par cette crise financière, en raison de la réaction politique du gouvernement Mahathir qui a choisi de limiter les mouvements de capitaux et de fixer la valeur du taux de change du RM (fortement dévalué). Le contrôle des change est rétabli le 1<sup>er</sup> septembre 1998 pour contrôler les mouvements de capitaux et arrimer le RM au dollar US (mesures qui seront allégées dès le 7 février 1999) : ces mesures ont finalement permis à la Malaisie d'économiser ses réserves de change et de ne pas être obligée de pratiquer une forte hausse des taux d'intérêt qui aurait compromis la reprise de la croissance par une politique monétaire restrictive. À rebours des préconisations du FMI, ces mesures feront brièvement de la Malaisie le héros d'une souveraineté maintenue dans la mondialisation libérale ; le FMI, rétrospectivement, saluera le caractère fondé de ces mesures temporaires<sup>11</sup>.

Justifiée au nom de politiques budgétaires expansionnistes, l'implication de l'État dans l'investissement a donné lieu sous Mahathir à des « méga-projets »<sup>12</sup> dont un corridor de développement connecté à haut-débit, une capitale administrative, un nouvel aéroport international relié à la capitale Kuala Lumpur par un train à grande vitesse, une autoroute, un

<sup>9</sup> Le RM est lié actuellement à un panier de monnaies comprenant les monnaies de ses partenaires commerciaux : Yuan, euro, dollar US, dollar singapourien.

<sup>10</sup> On peut trouver la quotation du RM vis-à-vis du dollar US de 2005 à 2013 en suivant le lien : <http://www.google.com/finance?chdnp=1&chdd=1&chds=1&chdv=1&chvs=Linear&chdeh=0&chfddeh=0&chdet=1381915417979&chddm=3101726&q=CURRENCY:USDMYR&ntsp=0&ei=BFteUsCmCKnFwAPM2AE>

<sup>11</sup> Établies à 28 milliards de dollars en 1996, les réserves se réduisent pour atteindre leur minimum à 20 milliards en 1998, puis remontent à 26,2 en 1998 et atteignent 30 milliards en 1999. Rapidement restaurées, elles vont connaître une croissance très élevée dans les années 2000, du fait de l'embellie du cours du pétrole (70 milliards en 2005) ; Banque mondiale, *Global Development Finance*, 2007. Suite à leur record historique de 155 milliards atteint en 2011, elles oscillent autour de 145 milliards en 2013 (Bank Negara Malaysia).

<sup>12</sup> Ces hausses massives des dépenses publiques, d'ailleurs survenant quelle que soit la conjoncture (et donc pas uniquement contra-cycliques) sont raillées par Wan Saiful Wan Jan, directeur libertarien du *think tank* malaisien *IDEAS* : « en Malaisie on est ultra-keynésiens. Quand la conjoncture est mauvaise, l'État dépense ; quand elle est bonne, il dépense tout autant ! » (09/2013). Ces « méga-projets » sont d'autant plus critiqués que leur mise en œuvre favorise de manière très sélective les entreprises liées au pouvoir dans la logique de patronage décrite plus haut.

pont de 14 km... Elle a permis de soutenir les grandes entreprises publiques ou celles privées qui étaient étroitement liées par des collusions d'intérêts à la coalition politique au pouvoir. Depuis les années Mahathir, on parle de *crony-capitalism* pour désigner la Malaisie ; les Malaisiens eux-mêmes désignent les riches hommes d'affaire du pays soutenus par les partis politiques de la coalition par le terme de *crony*. La politique de grands projets s'est maintenue au-delà des années d'immédiat après-crise dont elle assure l'essentiel de la demande d'investissement : elle continue ensuite, alors même que la croissance repart. Si les finances publiques malaisiennes étaient relativement saines sur le long terme – notamment grâce à la manne pétrolière exploitée par l'entreprise nationale Petronas, première multinationale de Malaisie<sup>13</sup> – le déséquilibre s'est creusé à partir de 1997. Le rôle contra-cyclique de l'État s'est transformé en une subvention durable aux grandes entreprises politiquement favorisées, au détriment d'autres priorités, notamment sociales. La croissance est cependant repartie en 1999, puis l'économie a surmonté la crise de l'électronique (secteur dont elle est très dépendante pour ses exportations) en 2000-2001. Néanmoins, au-delà de la résilience manifeste de l'économie malaisienne, il faut noter que la croissance, lorsqu'elle est retrouvée, atteint un niveau plus bas qu'avant la crise, et même inférieur à celui d'après les différentes crises.

### **La poursuite de Vision 2020 vers une Malaisie « pleinement développée » : grands objectifs nationaux, *middle-income trap* et faiblesses structurelles**

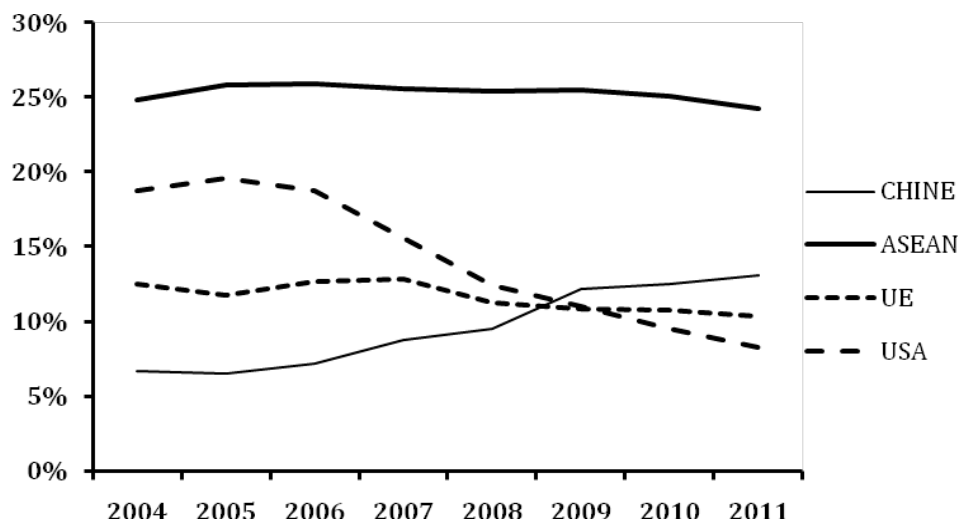
#### *Le tournant commercial : rapide recul du poids des relations à l'Occident*

La Malaisie en route pour le stade de pays pleinement développé opère au cours des années 2000 un profond tournant commercial : avec le resserrement de ses principaux partenaires sur l'Asie, la Malaisie n'échappe plus à sa géographie. La Chine monte en puissance dans les échanges malaisiens, tandis que le déclin de l'Europe et des États-Unis, partenaires respectifs de la première (1874-1930) puis de la seconde vague de mondialisation (1972-1997) de l'économie malaisienne, est patent.

---

<sup>13</sup> On peut ainsi comprendre le sentiment de surprise et d'injustice engendré par l'irruption de la crise financière asiatique en Malaisie où les « fondamentaux » étaient bons.

Tableau 1 – Essor de la Chine dans la structure des exportations malaisiennes.



Source : Banque asiatique de développement, 2013.

En 2008, à la faveur de la crise mondiale qui se traduit par l'effondrement du commerce international, en particulier américain et européen, et impacte les émergents asiatiques par le canal de la réduction de la demande mondiale qui leur est adressée, la Chine décline brutalement les positions acquises des États-Unis et de l'Europe (dont on a vu qu'elles dataient des débuts de l'insertion de la Malaisie dans la division internationale du travail). Ce qui est plus significatif est sans doute que, malgré la reprise des échanges mondiaux dès 2010, les nouvelles places se maintiennent : ce qui était un moment de crise devient une rupture de tendance. La Chine passe au tout premier plan des partenaires commerciaux de la Malaisie. L'ASEAN reste très stable sur une longue période, oscillant autour de 25 % des échanges de la Malaisie, ce qui perpétue sa propre position d'ouverture à la fois au très lointain et à son environnement régional le plus proche. Au sein de cette dualité commerciale<sup>14</sup>, Singapour occupe logiquement la première place des échanges commerciaux de la Malaisie. En effet, Singapour fournit et reçoit la moitié des flux commerciaux malaisiens depuis et vers l'ASEAN. Sur le premier trimestre 2013, il occupe même à nouveau le premier rang (devant la Chine) avec 14,4 % du total des exportations malaisiennes (contre 12,8 % pour la Chine, qui était en tête depuis 2011 et 2012) ; la Chine, en fournissant plus de 15 % des importations malaisiennes depuis 2012, a pris la tête des fournisseurs du pays (une

<sup>14</sup> Double fonction que souligne N. Fau dans son analyse du détroit de Malacca ; voir notamment Fau, 2013a.

décennie avant, elle pesait moins de 10 % des importations malaisiennes)<sup>15</sup>. Cette évolution de fait est intégrée de manière normative dans ce que doivent être les caractéristiques du « Nouveau Modèle Économique » (2010) malaisien, non plus centré sur la Triade (États-Unis, Europe, Japon) mais sur son environnement régional et « culturel » (ASEAN-Chine et sur le Moyen-Orient islamique)<sup>16</sup>.

Cette insertion toujours plus approfondie dans l'environnement régional n'est cependant pas sans conséquences en termes de concurrence et de compétition à la fois commerciale et sur le plan des investissements directs étrangers (IDE). Pour certaines organisations internationales, comme le PNUD, la Malaisie serait depuis la fin des années 2000 prisonnière d'une situation délicate : piégée par une double concurrence commerciale pour attirer les IDE, à la fois en termes de coûts du travail du côté des pays voisins moins développés (Vietnam, Cambodge, Laos mais surtout Chine) et en termes de productivité et d'innovation du côté des pays asiatiques plus avancés (Singapour, Corée, Taiwan). La Malaisie qui jouait jusque-là sur les deux tableaux et parvenait plutôt à creuser les écarts en sa faveur depuis trois décennies, cumulerait désormais les sources de pression concurrentielle et peinerait à affirmer ses avantages comparatifs : c'est ce que le PNUD définit par le terme de *middle-income trap*. Mais d'autres définitions, plus ou moins heuristiques et qui soulèvent d'autres faiblesses de la position malaisienne contemporaine, sont à mentionner.

### *Le « middle-income trap » en question*

En 2010, la Malaisie a été jugée prise au « piège des pays à revenus intermédiaires » (*middle-income trap*) par la Banque asiatique de développement ; un texte plus récent définit précisément les conditions qui permettent de qualifier ainsi la trajectoire d'un pays<sup>17</sup>. Pour la BAD, il s'agit du cas où un pays a quitté la strate inférieure (en l'occurrence pour la Malaisie, le stade de « pays à revenu intermédiaire inférieur » ou *lower middle-income*) depuis une durée supérieure au temps médian de changement de strate, défini à partir de l'ensemble des pays qui l'ont fait depuis 1950<sup>18</sup>, sans pour autant atteindre la strate suivante (*high income*). Selon ces calculs, la norme serait donc de ne prendre que 14 ans au sein de la catégorie *upper middle-income* pour opérer la transition [LM-I vers HI], catégorie dont fait encore partie la Malaisie malgré son ambition d'atteindre rapidement

<sup>15</sup> Source : Banque asiatique de développement, 2013.

<sup>16</sup> Sur le « Nouveau Modèle Économique » (2010), voir *infra*.

<sup>17</sup> Voir Felipe, 2012, p. 37. L'auteur précise y donner une « définition de travail », définition provisoire et non générale et indépassable, lui permettant de mener ses calculs à bien et de pouvoir *in fine* qualifier ceux qui sont dans ou hors du piège du *middle income trap*. Il distingue deux sous-types de pièges : celui des pays *lower middle-income* (lorsqu'ils ont passé plus de 28 ans dans la strate basse des revenus intermédiaires) et celui des pays *upper middle-income* (14 ans dans la strate des revenus intermédiaires supérieurs).

<sup>18</sup> Soient 9 pays qui ont traversé depuis les années 1950 la strate *lower middle income* et atteint la strate supérieure ou plus, et 23 qui sont parvenus à la strate *upper middle-income*, dont plus de la moitié sont des pays européens et 5 sont asiatiques (le Japon et les 4 Dragons).



l'état de pays pleinement développé (dite Vision 2020, définie actuellement par l'objectif quantitatif de 15 000RM par tête). La Malaisie, malgré ses bons taux de croissance du revenu par tête, sa reprise rapide au lendemain de chacune des crises économiques auxquelles l'expose son extraversion (crise financière asiatique de 1997 ; crise de l'électronique de 2001 ; crise des *subprimes* de 2008) et ses taux de croissance anticipés toujours largement positifs, se trouve dans la strate *upper middle-income* depuis déjà 15 ans. En cela, elle est donc toute désignée pour être diagnostiquée comme piégée dans la *middle-income trap*<sup>19</sup>. Cependant, non seulement la méthodologie de ces calculs est basée sur de douteux ratios de PIB par tête – les séries statistiques des pays en développement depuis 1950 n'étant pas de toute fiabilité, on le sait trop bien – mais la conception-même, post-rostowienne<sup>20</sup>, donc depuis longtemps dépassée, des trajectoires de développement devrait en interdire l'usage. Le succès public du terme et la reprise à son compte (en désespoir de cause) par le gouvernement malaisien, obligé de se justifier pour ne pas risquer de perdre les investisseurs étrangers et de mettre en place des politiques de sorties du *middle-income trap*, nous obligent à le mentionner : ce jugement, bien pauvrement fondé on l'a vu, range la Malaisie aux côtés des Philippines et du Sri Lanka pour toute l'Asie.

Plus intéressante est sans doute la définition qu'en donne la Banque mondiale qui, depuis 2007, fait du ralentissement de la productivité du travail le principal critère conduisant au piège du *middle-income*. En effet, reprenant notamment une analyse de Rodrik et Mcmillan, la Banque mondiale place au centre des trajectoires économiques la progression de la productivité du travail. Elle explique le fait que certaines économies en développement, après une phase de rattrapage accéléré du PIB par tête (celui des Etats-Unis pris comme repère), semblent ralentir dans leur propre dynamique de rattrapage en raison d'une productivité du travail qui apparaîtrait soudain caler. Mais le fait que la productivité du travail ralentisse sa progression n'est en soi pas analysé. Ceci doit pourtant trouver à s'expliquer à son tour : selon Rodrik et Mcmillan, on peut néanmoins décomposer la croissance de la productivité du travail<sup>21</sup> en changement structurel

---

<sup>19</sup> Ce qui ne rend pas justice ni à ses propres qualités, ni ne reflète correctement ceux qui sont depuis peu de temps dans une nouvelle strate (exemples, la Thaïlande ou l'Indonésie dans *upper middle-income*), mais dont en tout état de cause les taux actuels de croissance du revenu par tête interdisent d'envisager une sortie respectant le critère des 14 ans. Enfin, le *middle-income trap* catégorise de manière identique la Syrie et l'Uruguay, tous deux depuis 15 ans *upper middle-income*, ou encore le Venezuela depuis 60 ans.

<sup>20</sup> Faisant cela, on ne fait que comparer sur un même étalon des rythmes de croissance vécus sur des continents et au cours de périodes historiques qui peuvent n'avoir rien en commun (les « Trente Glorieuses » occidentales ; les années 1995-2000 caractérisées en Asie Orientale par plusieurs crises graves, etc.). Enfin, et surtout, on ne qualifie en rien ces croissances : inclusives ou inégalitaires ? ; soutenables ou fondées sur une exploitation accélérée des ressources naturelles ?

<sup>21</sup> Définie comme la valeur ajoutée (VA) divisée par l'emploi total. La productivité de chaque secteur étant à son tour définie par la VA générée par le secteur divisée par l'emploi dans ce secteur. En Malaisie, c'est le secteur minier qui présente la productivité moyenne la plus élevée de l'économie ; à l'opposé du spectre, c'est celui de la construction qui présente la plus faible productivité moyenne du travail.

d'une part (passage de la population active au cours du processus de développement d'un secteur peu productif à un secteur très productif, ce qui fait monter la productivité du travail moyenne) et d'autre part selon l'amélioration de la productivité de chaque secteur. L'amélioration de la productivité du travail est démontrée être supérieure en moyenne au sein de l'Asie (+3,9 % entre 1990 et 2005) que dans les autres continents (+0,86 % en Afrique ; 1,35 % en Amérique Latine) parce que la mobilité sectorielle de la population active s'effectue de secteurs moins productifs vers des secteurs plus productifs – à la différence de l'Afrique, de l'Amérique Latine ou des pays occidentaux développés – et se cumule avec une productivité intra-sectorielle élevée (elle contribue à 85 % de la croissance globale de la productivité du travail en Asie entre 1990 et 2005)<sup>22</sup>. D'ailleurs, sous ce dernier point de vue, Rodrik et Macmillan ont plutôt mis en évidence la bonne tenue de la Malaisie puisqu'elle figure en haut du tableau (dans les dix premiers) des pays dont l'une ou l'autre des composantes de l'amélioration de la productivité est à l'œuvre. Or, en Malaisie, ces deux composantes sont significativement actives, ce qui est exceptionnellement le cas (seule la Chine est dans le même cas)<sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> McMillan et Rodrik, 2012, p. 21.

<sup>23</sup> *Idem*, p. 22.

**Tableau 2 – (ASIE) Comparaison des productivités du travail**

ASIE	Pays	Productivité du travail* de l'économie nationale	Coefficient de variation du log de la productivité sectorielle	Secteur à la plus haute productivité du travail *		Secteur à la plus faible productivité du travail*		Taux de croissance composé de la productivité du travail
* Productivité moyenne du travail : données de 2005 exprimées en USD constants (2000) PPA ; calculs à partir des données de Timmer et de Vries, 2007, 2009.				Secteur	Product. du travail	Secteur	Product. du travail	
10	Hong Kong	66,020	0.087	pu.	407,628	agr.	14,861	3.27 %
11	Singapore	62,967	0.068	pu.	192,755	agr.	18,324	3.71 %
12	Taiwan	46,129	0.094	pu.	283,639	agr.	12,440	3.99 %
13	South Korea	33,552	0.106	pu.	345,055	fire.	9,301	3.90 %
14	Malaysia	32,712	0.113	min.	469,892	constr.	9,581	4.08 %
15	Thailand	13,842	0.127	pu.	161,943	agr.	3,754	3.05 %
16	Indonesia	11,222	0.106	min.	85,836	agr.	4,307	2.78 %
17	Philippines	10,146	0.097	pu.	90,225	agr.	5,498	0.95 %
18	China	9,518	0.122	fire.	105,832	agr.	2,594	8.78 %
19	India	7,700	0.087	pu.	47,572	agr.	2,510	4.23 %

Source : McMillan et Rodrik, 2012, Annexe p. 5.

Codes secteurs : agr. / *agriculture* ; min. / *mining* ; man. / *manufacturing* ; pu. / *public utilities* ; con. / *construction* ; wrt. / *wholesale and retail trade, hotels, and restaurants* ; tsc. / *transport, storage, and communication* ; fire. / *finance, insurance, real estate, and business services* ; cspsgs. / *community, social, personal, and government*.

Ainsi, rapportée à la région asiatique, la Malaisie est-elle très en tête en termes de productivité moyenne du travail en Asie du Sud-est (hormis Singapour), à peu près au niveau de la Corée du Sud et plus de deux fois supérieure à la Thaïlande. Son meilleur secteur, l'industrie minière, est plus productif que tous les autres en Asie ; son plus faible, la construction, étant au-dessus du moins bon de Corée du Sud. Enfin, le taux de croissance composé de la productivité du travail pour l'ensemble de l'économie est le plus élevé de la région, Chine et Inde exclues.

Par ailleurs, si l'on entre dans le détail des secteurs de l'économie malaisienne, on peut souligner que la productivité agricole y est la plus élevée de la région, y compris devant la Corée, et surtout le décalage entre la productivité de l'agriculture et celle des autres secteurs y est la plus faible, ce qui témoigne de la tendance à la généralisation des progrès du développement dans le domaine agricole en Malaisie au cours des trente dernières années<sup>24</sup>. Il a été démontré que la productivité du travail du secteur public y est historiquement élevée (Khong et Jomo, 2010). La productivité des services en général y est également plutôt bonne, ce qui explique d'ailleurs le conseil donné par la Banque mondiale au pays pour le faire sortir du piège du *middle income* dans lequel le pays serait bloqué : miser sur la modernisation des services, en particulier les services exportateurs (Flaen, Ghani et Mishra, 2013). Donc, à vouloir délimiter les conditions d'un enfermement malaisien dans un piège de basse productivité, on en arrive au contraire à mettre en valeur ses qualités et ses avantages comparatifs dans le domaine. Ceci témoigne selon nous de la difficulté d'évaluer précisément les fondements productifs, technologiques et éducatifs de la situation malaisienne. On peut en trouver une autre illustration dans le conseil du PNUD (plus ou moins contradictoire avec celui fourni par la Banque mondiale face au même diagnostic) qui suggère à l'inverse d'investir et de placer l'accent sur les points forts de la stratégie de développement malaisienne, à savoir l'excellence bien établie du secteur électronique dont la localisation principale est l'île de Penang. K. Malhotra (directeur régional du PNUD, 31/01/2013, cité par l'agence de presse officielle *Bernama*) souligne d'ailleurs que la sortie du « piège » répond à tout un ensemble d'exigences qui ne se résument pas aux taux de croissance du PIB. Elle tiendra largement selon lui à la qualité de la force de travail. En effet, malgré les aspects relativement positifs du tissu industriel malaisien, des facteurs défavorables à la progression de la productivité du travail sont bien en place. Ils sont en particulier à chercher du côté du système éducatif et de la politique d'*affirmative action* issue de la NEP et maintenue depuis quelque soit le Premier ministre en place.

---

<sup>24</sup> Tendence que souligne de Koninck, 2007 (chapitre 5, pp. 67-82). A noter aussi que le chiffre global de l'agriculture est mécaniquement augmenté par la haute productivité des plantations, même si celle-ci semblerait depuis quelques années limitée artificiellement pour ne pas créer de surplus dans les domaines où la Malaisie domine le marché (huile de palme et caoutchouc). Nous citons ici les données de la Banque mondiale (WPS 6427, 2013, p. 49) : la Malaisie a en 2005 une productivité agricole de 30 593 contre 17 544 dans l'agriculture, 49 270 dans l'industrie et 25 439 dans les services (exprimés en dollars courants PPA par travailleur). Le ratio de 1,5 entre services et agriculture est le plus serré des pays de la région mentionnés par l'étude.

## La mise au jour des faiblesses structurelles du système économique malaisien

Derrière la façade lumineuse d'un pays émergent très bien classé par les agences de *rating* et autres organisations jugeant de la facilité à faire des affaires (COFACE, *World Economic Forum*, *Doing Business*), les difficultés sont pourtant présentes dans l'économie malaisienne. Ces faiblesses sont directement issues des choix politiques passés, en particulier de la politique d'*affirmative action* en faveur des *Bumiputra*, qui a eu des conséquences lourdes sur l'enseignement supérieur (d'abord en termes quantitatifs, aujourd'hui de manière plus qualitative). Il est beaucoup plus difficile de les repérer, de les renseigner et de les étudier en profondeur que d'être confronté aux affirmations et souhaits du gouvernement relayés par le nombre très important d'agences gouvernementales destinées à promouvoir des mots d'ordre et à les traduire en objectifs chiffrés vite atteints.

### *Un système éducatif perverti : médiocrité du capital humain, système d'innovation douteux*

Le niveau d'éducation malaisien peut apparaître bon par rapport aux pays en développement, mais il reste moyen à l'échelle régionale et médiocre au regard des ambitions de devenir un pays pleinement développé d'ici la fin de la décennie (ou si la Malaisie cherche à se comparer à Singapour)<sup>25</sup>. L'enseignement primaire et secondaire, divisé en autant de systèmes quasi étanches que de langues d'enseignement (malais, chinois, tamoul, anglais) est suivi séparément selon les groupes ethniques (Loh, 1972 ; Lafaye de Micheaux, 2000). Inspiré des standards de Cambridge et de bonne qualité à sa création, à l'époque coloniale, l'enseignement supérieur a subi les effets pervers très profonds des quotas de la NEP appliqués à l'entrée à l'université : à la fin des années 1980, la demande d'études supérieures chinoise et indienne se heurte à la fois à ces quotas et à la saturation du nombre limité de places à l'Université car la demande malaise est en très forte augmentation<sup>26</sup>. Au cours des années 1990, ces quotas acquièrent une efficacité redoutable dans un contexte marqué par un nombre insuffisant de places dans l'enseignement supérieur. Pour répondre à la demande nationale croissante sans permettre aux Chinois de Malaisie d'ouvrir leur propre université de plein exercice, l'enseignement supérieur est libéralisé : il se retrouve rapidement livré à la marchandisation sans frein des études de niveau licence : les antennes

<sup>25</sup> Selon les données comparatives PISA (2009) fournies par le gouvernement malaisien, le pays figure dans le dernier tiers des pays classés : 55<sup>ème</sup> en lecture, 57<sup>ème</sup> en mathématiques et 52<sup>ème</sup> en sciences. La Malaisie se situe légèrement en arrière de la Thaïlande tandis que les quatre Dragons (dont Singapour) occupent trois ou quatre des cinq premiers rangs mondiaux.

<sup>26</sup> Le sentiment d'injustice est accru par la mise en place d'une politique d'aide massive *via* des distributions de bourses aux études des Malais qui vont atteindre 70 % à 80 % des places à l'université (Delfolie, 2012).

d'universités étrangères se multiplient, les cursus jumelés avec l'étranger, mal régulés, fleurissent. Les diplômés s'achètent sans toujours donner lieu à une réelle formation dans des « usines à diplômés » étrangères (*diploma mill*) qui viennent brouiller la lecture du parcours universitaire devenu extraordinairement confus. Les repères académiques qualitatifs sont perdus tandis que les familles des classes moyennes continuent d'épargner pour financer des études à l'étranger, creusant à la fois leur ressentiment et les inégalités sociales. Si quelques grandes universités nationales anciennes sortent du lot et jouissent d'une bonne réputation, elles pâtissent elles aussi d'une baisse de niveau lié à la prolongation de la politique de discrimination en faveur des Malais qui a concerné non seulement les étudiants (quotas ethniques à l'entrée dans les universités de 1971 jusqu'à sa remise en cause par Mahathir en 2001), mais également les enseignants et la direction des départements universitaires. Ainsi, sur plus d'une génération, l'université de Malaisie a-t-elle subi une très profonde transformation interne, l'origine ethnique étant devenue première par rapport aux critères de mérite. En conséquence de quoi, le lien supposé entre productivité et niveau d'enseignement est depuis fortement perturbé. Plus récemment, on a constaté à la fois le recul du niveau d'anglais et une moindre utilisation du malais, provoquant des difficultés de communication entre les groupes ethniques locaux. Ceci a donné lieu à une tardive prise de conscience gouvernementale à l'automne 2013 : un *blueprint* pour l'éducation a été lancé, feuille de route d'une nouvelle politique éducative visant à remédier les défauts très lourds et anciens du système éducatif malaisien.

La relativement faible progression qualitative du facteur travail est une donnée ancienne de l'économie malaisienne<sup>27</sup> qui aujourd'hui oblitère la possibilité d'atteindre rapidement le stade de pays développé ; même des membres de l'*UMNO* émettent des doutes quant à la possibilité d'y arriver dans un avenir proche. En effet, comment imaginer réaliser une croissance accélérée à travers un saut dans la productivité totale des facteurs, et partant du travail, avec une main d'œuvre qui n'est pas si bien qualifiée ? Si elle se faisait au prix d'une mécanisation mettant au chômage la population active la moins qualifiée dans un pays sans système d'assurance chômage, cette transformation de la structure productive (de l'intensité capitaliste) engendrerait un manque dans la consommation privée. Le pays rencontre de manière chronique des difficultés objectives à monter en gamme et à « remonter la chaîne de valeur » : l'analyse approfondie du système d'innovation malaisien a montré que le maillon faible résidait dans la médiocre qualité du capital humain (Felker, 2000). Mais des exemples montrent que cette raison n'est pas unique pour

---

<sup>27</sup> La *National Productivity Corporation* a été créée en 1962 sur la base d'un projet conjoint : Nations Unies (Fonds spéciaux) ; gouvernement de Malaisie ; OIT, cette dernière organisation en assumant la direction. Autonome en 1966, l'institution de développement de la productivité a perduré jusqu'en 1991 où elle a reçu un second souffle et de nouvelles prérogatives. À la fin du mandat d'Abdullah Badawi, l'organisme change à nouveau de nom (*Malaysia Productivity Corporation*) et dépend du ministère du Commerce et de l'Industrie.

expliquer le phénomène. À Penang, la création d'un *cluster* en électronique, jusque-là marqué par les multinationales majoritairement américaines et japonaises et une production intensive en travail, s'est appuyée sur une main d'œuvre docile et peu qualifiée (Lafaye de Micheaux, 2009) en cours de progression ; néanmoins son développement fait l'objet de blocages politiques très fermes liés aux rivalités politiques entre l'UMNO et le parti d'opposition DAP (électorat majoritairement chinois) qui dirige l'État. Dans le Johore, l'industrie est pour l'instant condamnée par sa proximité avec Singapour à rester dans les activités d'assemblage, malgré une montée des salaires et du niveau d'éducation local.

*Une action publique de moins en moins inspirée : oscillant entre les exigences de rationalisation du New Public Management et une implication économique lourde et clientéliste*

Accompagnant le lancement du 10<sup>ème</sup> Plan malaisien (2010-2015) à son arrivée au pouvoir, la Malaisie de Najib a lancé un nouveau mot d'ordre « *1Malaysia, People First, Performance Now* ». Destiné à opérer la dernière accélération nécessaire pour atteindre le rang de pays développé tout en rapprochant du peuple la gestion publique du pays, le « Nouveau Modèle Économique » mis en œuvre est pensé en lien avec une administration publique rénovée. À côté d'un *Economic Transformation Program* (ETP) est dessiné le *Government Transformation Program* (GTP), formant les deux moteurs d'un changement économique global, tourné vers la croissance et la satisfaction de l'électorat. Les *National Key Results* (NKRAs), de six au départ, sont devenus sept en 2011 : ils désignent les efforts prioritaires à fournir en matière de lutte contre le crime (1) et la corruption (2) ; de revenu étudiant (3) ; de niveau de vie des ménages pauvres (4) ; d'infrastructures du développement rural (5) et de transports publics urbains (6) ; et de limitation de la progression du coût de la vie / de l'inflation (7). Chacun de ces objectifs est flanqué d'indicateurs quantitatifs, les *Key Performance Indicators* (KPIs). Cette machinerie technocratique inonde de son vocabulaire toute l'administration malaisienne pour mieux affirmer le souci de la bonne gouvernance et de la transparence d'une action publique à la médiocre réputation<sup>28</sup>. Au cœur du dispositif de réforme de la fonction publique, on trouve notamment « la recherche de l'excellence du service *via* la mise en place d'une gestion centrée sur la réclamation citoyenne » dont l'intitulé à lui seul démontre le caractère démagogique et rhétorique<sup>29</sup>.

<sup>28</sup> D'où les phrases sibyllines des rapports qui attestent des progrès enregistrés dans le programme de transformation du gouvernement : "The MKRAs managed to achieve 608 out of its 703, or 86.5 per cent, Key Performance Indicators (KPIs) in 2012, representing a 2.9 percentage point increase in performance compared to the previous year" ; Malaysia, 2012.

<sup>29</sup> Pour une illustration, voir Weng Wah, 2010 ; texte également publié par <http://asianombudsman.com>, 2013 (consultation en ligne le 20/10/2013).

L'une des difficultés essentielles repérées dans le modèle économique malaisien post-1997 est sans doute la place durablement majoritaire de l'investissement public dans la dynamique de l'accumulation du capital. Initialement conçue comme une politique provisoire de relance de la demande effective par la consommation et l'investissement public, l'intervention de l'État dans l'accumulation du capital semble avoir pris durablement le relai du privé et inquiète désormais le gouvernement. Aussi les éléments centraux de la stratégie du « Nouveau Modèle Économique » censés créer le « *big push* » nécessaire pour rejoindre la catégorie des pays développés mettent-ils au premier rang un secteur privé redynamisé. Huit points-clés de la stratégie du nouveau modèle sont mentionnés : ré-energiser le secteur privé ; développer la qualité de la main d'œuvre et réduire la dépendance au travail étranger ; créer une économie domestique compétitive ; renforcer le secteur public ; mener une discrimination politique transparente et *market-friendly* ; construire les infrastructures de la société de la connaissance ; renforcer les sources de la croissance ; assurer la soutenabilité de la croissance (Malaysia, 2010, p. 18). C'est sur un basculement en faveur du privé que le modèle malaisien serait renouvelé si l'on en croit le document officiel mettant en scène les oppositions entre l'ancien et le nouveau (Malaysia, 2010, p. 15). En réalité, le gouvernement malaisien est tout à fait *market friendly* depuis le tournant libéral de 1986, offrant notamment des statuts fiscaux très favorables aux entreprises étrangères ; les partis d'opposition à l'UMNO ne proposent d'ailleurs pas d'alternatives sur ce plan dans leur programme. Du point de vue de l'extérieur, la Malaisie reste un pays libéral, largement ouvert aux capitaux étrangers et offrant le plus de garanties possibles pour la protection des intérêts économiques. À ce titre, il faut noter que le taux de marge en Malaisie est singulièrement élevé : depuis 2000, le partage de la valeur ajoutée semble s'être stabilisé sur un rapport de 28 % pour la rémunération des salariés et de 72 % pour le taux de marge, alors qu'il avait diminué de 33 % à 31 % au cours des premières années de la NEP. Ce sont donc les années Mahathir qui ont vu l'amélioration substantielle du taux de marge, le recours à l'immigration permettant de conjurer la tendance à la hausse des salaires dans une société caractérisée par un marché du travail national relativement étroit<sup>30</sup>. Dans le même temps, l'excédent brut d'exploitation (EBE) s'est amélioré continuellement depuis le début des années 1980 : de 50,7 % en 1983 et 53 % en 1987, il a bondi à 65,6 % en 2000 et 67,1 % en 2005. Mais les intérêts économiques des investisseurs sont d'autant plus satisfaits et protégés qu'ils ne sont pas sino-malaisiens (ou, plus rarement, indiens). En effet, dès lors que le capital dépasse un certain seuil, les entreprises sont assujetties aux contraintes de la NEP en matière de redistribution ethnique d'une partie de leurs ressources en termes de capital et de postes salariés.

---

<sup>30</sup> Source : département malaisien des Statistiques, *Comptes nationaux 2005* (mise à jour en 2010).



La conséquence en est une structuration particulière des entreprises par taille : les plus petites entreprises du pays sont majoritairement chinoises (55 % des PME au capital de moins de 2,5 millions de RM sont chinoises contre 18,5 % seulement pour les PME au capital compris entre 2,5 et 10 millions de RM) ; les plus grandes sont étrangères à 90 % au-delà d'un capital de 10 millions de RM, bénéficiant alors de statuts fiscaux interdits aux entreprises nationales. Or le « Nouveau Modèle Économique » ne rompt pas avec ces mesures, même s'il énonce la nécessité qu'elles soient transparentes et favorables au marché (*market friendly*). En octobre 2013, le Premier ministre réaffirmera la nécessité de poursuivre plus avant la politique de discrimination positive en faveur des Malais, car sinon, qui s'en chargera ?

La trajectoire de développement malaisienne, fragilisée de longue date par toutes ces contradictions internes semble aujourd'hui non pas tant piégée dans un quelconque déficit de vitesse de croissance ou de productivité qu'à la croisée des chemins. Le dernier rapport de l'agence Fitch sorti en juillet 2013, très commenté et critiqué par le gouvernement depuis, a énoncé un avis négatif, et non plus stable, sur les perspectives de la Malaisie (A-), exprimant une certaine défiance à l'égard de la politique suivie par le gouvernement. L'information arrive dans un contexte de vente des obligations souveraines de la Malaisie par les investisseurs étrangers : en effet, entre avril et juillet 2013, durant la phase d'incertitude aigüe entourant les élections générales, les investisseurs étrangers ont vendu 6,3 milliards de dollars de dette publique malaisienne. À la fin de ces opérations, ils en détenaient encore 61 milliards de dollars en juillet 2013 (soient 28 % de la dette publique, libellée depuis la crise de 1997 en monnaie locale)<sup>31</sup>. Le rapport Fitch met sous le feu des projecteurs quinze ans d'une fiscalité prodigue ayant conduit à un déficit permanent et non négligeable. En effet, en Malaisie, le déficit budgétaire s'était fortement creusé avec les mesures de relance prises face à la crise asiatique en 1998. Mais, alors même que le spectre de la crise asiatique s'éloignait et que les voisins d'Asie du Sud-Est progressaient en matière d'orthodoxie budgétaire, le déficit malaisien demeurait compris, depuis 2005, entre 3 et 6,7 % du PIB. Pour répondre à l'injonction de rééquilibrer ses comptes, le gouvernement Najib a annoncé dès septembre 2013 des mesures de rigueur budgétaire : la diminution des subventions sur l'essence et le report de grands projets publics de construction (sauf les projets de transport rapides de la Klang Valley). Cependant, Khor Yu Leng met en lumière les difficultés que le gouvernement malaisien aura à tenir ces engagements tellement contraires aux pratiques d'un État devenu de plus en plus rentier au sens où ce sont les ressources naturelles (pétrole notamment) qui ont sur longue période permis de conserver une fiscalité extrêmement faible malgré la montée en charge des revenus, comme du périmètre et de

---

<sup>31</sup> Source : Bloomberg, cité par Yu Leng, 2013.

l'ampleur, de l'intervention publique. Par ailleurs, le poids économique et politique des entreprises liées au gouvernement, que ce soit par statut (les GLC's) et/ou par patronage politique (les entreprises privées), bénéficiant de longue date d'accès privilégiés aux marchés publics, rend difficile un changement rapide en la matière (Yu Leng, 2013). Nouveau slogan à destination des touristes (après *Malaysia, Truly Asia*) et des investisseurs, « *Malaysia, Endless Possibilities* » est le dernier-né des mots d'ordre nationalistes que le Premier ministre voudrait voir désormais associer à *1Malaysia* qu'il complète<sup>32</sup>. Néanmoins, « *Endless Possibilities* », coûteuse promotion nationale lancée à l'automne 2013 en plein resserrement budgétaire, tourne déjà à vide, ne reflétant plus rien de ce que les Malaisiens désenchantés sont prêts à penser d'eux-mêmes et du destin de leur pays.

Ainsi, l'argument selon lequel la trajectoire malaisienne, orientée voire forgée par un État de type développementaliste, souverain et inspiré par le souci de la cohésion sociale au fil d'une planification bien menée, semble profondément affaibli par les tours pris par les liens renouvelés entre la classe politique dirigeante et le monde des affaires, sur fond de persévérance fatale dans la discrimination positive.

### **Conclusion : les élections de mai 2013 ont mis en lumière une société fragilisée, divisée et tendue**

La trajectoire de développement malaisienne est impressionnante par sa continuité dans le temps, que les différentes crises traversées (1986, 1997, 2001, 2008) n'ont pas remise en cause. Elle doit surtout être retenue pour ses achèvements remarquables non seulement en termes de croissance et amélioration du niveau de vie moyen, mais aussi par la considérable réduction des inégalités dont elle a été porteuse. Elle est aussi remarquable par la réussite d'une construction nationale que l'on pouvait considérer mal engagée. Les mots d'ordre nationaux partagés (*Malaysia Boleh, Wawasan 2020, Satu Malaysia*) même repris avec ironie, les réussites spectaculaires (*Penang Bridge*, tours Petronas, Everest) et l'affirmation récurrente d'une souveraineté malaisienne ont joué leur rôle dans l'identification croissante des Malaisiens à leur nationalité, même si l'appartenance ethnique (malaise, chinoise ou indienne) reste largement déterminante. Dans ces transformations, l'économie a joué le premier rôle, toujours utilisée, voire instrumentalisée, par la politique d'un gouvernement dont on a souligné l'exceptionnelle stabilité. Tous les indicateurs (ou presque) de gouvernance économique et sociaux sont à l'amélioration : ils sont particulièrement nombreux

---

<sup>32</sup> Le slogan (à 300 000 RM) est censé inculquer le « sentiment du nous » et l'amour pour la nation, ainsi que des touristes et des investisseurs selon le ministre Shahidan Kassim (ministre auprès du département du Premier ministre) ; cité par *The Malaysian Insider* (03/10/2013).

depuis la mise en œuvre du « Nouveau Modèle Economique » assorti d'une batterie de mesures des résultats. La Malaisie, dont la population se situe aux premiers rangs mondiaux des « *digital natives* », s'est mise aussi au « gouvernement par les instruments » et peut faire figure désormais, avec sa capitale administrative *high-tech* et ses sites Internet officiels très bien développés, de modèle de bureaucratie rationalisée numérique. Mais cette fuite en avant dans la perfection technologique de l'administration, dont Singapour serait le modèle accompli, ne repose pas toujours sur des bases solides, ni sur des comportements humains congruents. La commission qui lutte contre la corruption ne joue pas systématiquement son rôle, ce qui suffit à faire douter de sa raison d'être, la justice protège le pouvoir dans une affaire criminelle très médiatique, la police continue d'avoir une action controversée, le traitement de l'immigration clandestine demeure problématique et scandaleuse... Les avancées démocratiques promises par le Premier ministre Najib ne sont pas tenues par les réformes « en trompe l'œil » conduites dans les mois qui ont précédé les élections de mai 2013 (Fau, 2013). Celles-ci ont par ailleurs donné lieu à des dépenses publiques extraordinaires – *in extremis* et totalement discrétionnaires dans les semaines précédant le scrutin – à destinations des différents groupes sociaux nécessaires à la victoire du parti *UMNO*, allant des chauffeurs de taxis aux Malais des zones rurales. À moindre échelle, des pratiques semblables de captation des ressources publiques pour financer la campagne ont été l'œuvre dans les États gouvernés par l'opposition (Penang, Selangor, Kelantan). Les élections générales de 2013, marquées par une participation historique (85 % des électeurs et plus d'un million de nouveaux votants) se sont soldées par le maintien de justesse de la coalition au pouvoir, bénéficiant d'un découpage électoral ancien favorisant les zones rurales malaises inscrites dans l'histoire longue du clientélisme (Shamsul, 1983) : alors que la majorité des voix est allée à la coalition d'opposition, le *Pakatan Rakyat*, le *Barisan Nasional* dominé par l'*UMNO* a conservé plus de la moitié des sièges au Parlement et gouverne 10 sur 13 des États de la Fédération, ainsi que le Territoire Fédéral comprenant Kuala Lumpur, Putrajaya et Labuan. Avec 49 % des voix, contre 51 % à l'opposition, le *Barisan Nasional* obtient 133 sièges sur 222 : il enregistre le plus mauvais score de son histoire et semble avoir très peu recueilli les votes non-malais, en particulier chinois. En 2013, la montée en flèche des dépenses électorales du parti au pouvoir, sous couvert de politique sociale, a été financée par le budget de l'État. Ceci n'est pas sans lien avec la dégradation de la perspective de l'agence Fitch publiée en juillet 2013. Ainsi l'État malaisien est-il aujourd'hui considérablement alourdi par une dette publique élevée et le gouvernement n'a jamais été aussi peu légitime<sup>33</sup> ; les inégalités continuent de se creuser ; les

---

<sup>33</sup> Le journal en ligne *The Malaysian Insider* (13/08/2013) souligne le triple déficit dont souffre l'équipe au pouvoir : fiscal, de confiance et de leadership ; <http://www.themalaysianinsider.com/malaysia/article/100-days-later-malaysia-remains-stuck-in-election-2013>

classes moyennes peinent à conserver leur train de vie face à la hausse du coût du logement accélérée par la spéculation dans les grandes villes (Kuala Lumpur et sa proche banlieue, Georgetown sur l'île de Penang). Chantres optimistes du progrès malaisien d'il y a quinze ans, les classes moyennes, qui en étaient les premiers acteurs et bénéficiaires (Embong, 2002), sont ainsi devenues amères : quelle qu'aurait été la capacité collective réelle à gouverner de la coalition (quelque peu improbable) du *Pakatan Rakyat*, l'occasion manquée de changement politique (Fau, 2014) engendre un sentiment cuisant de défaite et de désenchantement. Ce qui devait marquer le point de départ d'un renouveau attendu, en dépassant la politique communautaire et en permettant l'inflexion de la trajectoire socio-économique, nourrit une amertume palpable bien au-delà des élites politiques de l'opposition malaisienne.

## Bibliographie

- BUNNELL T., *Malaysia, Modernity and the Multimedia Supercorridor*, Routledge, 2006.
- CHANDER R., “Abdullah Badawi’s Economic Policies, between Promise and Delivery”, in CHIN J. and WELSH B. (eds.), *Awakening: The Abdullah Badawi Years in Malaysia*, Petaling Jaya: Strategic Information and Research Development Centre, 2013, pp. 420-432.
- CHIN J. and WELSH B. (eds.), *Awakening: The Abdullah Badawi Years in Malaysia*, Petaling Jaya: Strategic Information and Research Development Centre, 2013.
- DE KONINCK R., *Malaysia, la dualité territoriale*, Paris : Belin / La Documentation Française, 2007.
- DELFOLE D., “Malaysian Extraversion towards the Muslim World: Ideological Positioning for a “Mirror Effect””, *Journal Of Current Southeast Asian Affairs*, 31(4), 2012, pp. 3-29.  
<http://journals.sub.uni-hamburg.de/giga/jsaa/article/view/580/578>
- DOMENACH J-L., « L'asiatisme, une idéologie pour l'Asie ? », in CAMROUX D. et DOMENACH J-L. (dir.), *L'Asie retrouvée*, Paris : Seuil, 1997, p. 17-52.
- EMBONG A.R., *State-Led Modernization and the New Middle Class in Malaysia*, New York: Palgrave, 2002.
- FAU N., « Malaisie, l’année des changements sans changement », in JAMMES J. et ROBINNE F. (dir.), *L'Asie du Sud-est 2014*, IRASEC, 2014.
- FAU N., KHONTHAPANE S. and TAILLARD C., *Transnational Dynamics in Southeast Asia*, Singapour: ISEAS, 2013a.
- FAU N., « Malaisie, l’année des « promesses tenues » ? », in JAMMES J. (dir.), *L'Asie du Sud-Est en 2013*, IRASEC, 2013b.
- FELIPE J., “Tracking the Middle-Income Trap: what it is, Who is in it, and Why?”, *ADB Economic Working Paper Series*, 306, March 2012.
- FELKER G., “Technology Policy in Malaysia”, in JOMO K.S. (ed.), *Malaysian Industrial Policy*, Singapore: NUS, 2007.
- FELKER G., “Malaysian Innovation System”, in JOMO K.S., FELKER G. and RASIAH R. (eds.), *Industrial Technology Development in Malaysia: Industry and Firm Studies*, Routledge, 2000.
- FLAAEN A., GHANI E. and MISHRA S., “How to Avoid Middle Income Traps? Evidence from Malaysia”, *Public Policy Research Working Paper*, WPS 6427, The World Bank, April 2013.
- KHONG H.L. and JOMO K.S., *Labour Market Segmentation in Malaysian Services*, Singapore: National University of Singapore Press, 2010.

LAFAYE DE MICHEAUX E., “Penang’s Illustrious Story Revisited: Labor Force, Multinational and the Local Authorities”, in LECLER Y. and GANNE B. (eds.), *Industrial Clusters in Asia*, Singapore: World Press, 2009.

LAFAYE DE MICHEAUX E., *Education et croissance en Malaisie, étude d’un lien fragile*, Thèse de doctorat, Université de Dijon, 2000.

LOH Ph., *Seed of Separatism: Educational Policy in Malaya 1874-1940*, Kuala Lumpur: Oxford University Press, 1972.

MALAYSIA, *GTP Annual Report 2012*, “Changing Tomorrow Today”, 2012.

MALAYSIA, *New Economic Model*, 2010.

MCMILLAN M. and RODRIK D., “Globalization, Structural Change, and Productivity Growth”, *IFPRI Discussion Papers*, 1160, International Food Policy Research Institute, 2012.

SHAMSUL A.B., “The Politics of Poverty Eradication: the Implementation of Development Projects in a Malaysian District”, *Pacific Affairs*, Vol. 56(3), 1983, pp. 455-476.

WENG WAH T., “Malaysia, People First, Performance Now: Attaining Service Excellence through Citizen-Centric Complaints Management”, *Pentadbir*, Jilid 12, 2010.

YU LENG K., “The Tough Task of Narrowing Malaysia’s Fiscal Deficit”, *ISEAS Perspective*, 56, October 2013.